

## SYNDICAT DE RIVIERES LES USSES

### DECISION DU PRESIDENT

N° 2023-11-05

Prise en vertu d'une délégation donnée par le Comité Syndical

#### **NATURE DE L'ACTE : ESTER EN JUSTICE**

**OBJET : ESTER EN JUSTICE AU NOM DU SYNDICAT DE RIVIERES LES USSES  
DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE**

#### **Le Président du Syr'Usses, Jean-Yves Mâchard,**

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la délibération du Comité Syndical n°2020-09-06 en date du 17 septembre 2020 relative aux délégations consenties au Président par le Comité Syndical et au Vice-Président en cas d'empêchement du Président, et notamment son article 11° qui permet de « fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts » ;

VU le Code de l'Expropriation portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le Code de l'Expropriation portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2022-0057 du 16 juin 2022 déclarant d'utilité publique du projet de restauration morphologique des Usses dans la plaine de BONLIEU sur la Commune de CONTAMINE-SARZIN,

VU l'arrêté de cessibilité du 15 novembre 2022, n° PREF/DRCL/BAFU/2022-0098,

VU l'arrêté de cessibilité du 22 août 2023, n° PREF/DRCL/BAFU/2023-0053

VU l'ordonnance d'expropriation rendue par Madame le Juge de l'expropriation du Département de la Haute-Savoie en date du 5 décembre 2022 qui a prononcé l'expropriation au profit du Syndicat de Rivières Les Usses,

VU l'ordonnance d'expropriation rendue par Madame le Juge de l'expropriation du Département de la Haute-Savoie en date du 08 septembre 2023 qui a prononcé l'expropriation au profit du Syndicat de Rivières Les Usses,

VU la requête en contentieux enregistrée au Tribunal Administratif de Grenoble en date du 24 mai 2023, sous le numéro 2303294-2, déposée par la SARL la Sablière de Mésigny, représentée par M. Georges BERTHET-BONGAY à l'encontre de l'arrêté de cessibilité du 15 novembre 2022, n° PREF/DRCL/BAFU/2022-0098,

VU la requête en contentieux enregistrée au Tribunal Administratif de Grenoble en date du 26 octobre 2023, sous le numéro 2306911-4, déposée par M. Michel DUPONT à l'encontre de l'arrêté de cessibilité du 22 août 2023, n° PREF/DRCL/BAFU/2023-0053,

VU la requête en contentieux enregistrée au Tribunal Administratif de Grenoble en date du 26 octobre 2023, sous le numéro 2306912-4, déposée par M. Gilles DUPONT à l'encontre de l'arrêté de cessibilité du 22 août 2023, n° PREF/DRCL/BAFU/2023-0053,

VU la décision n°2023-11-02,

**CONSIDERANT** l'appui de la Société TERACTION, dont le siège est au 105 avenue de Genève, 74 014 ANNECY cedex, missionnée par le Syr'Usses en tant qu'animateur foncier pour les démarches d'assistance administrative et de négociations foncières,

**CONSIDÉRANT** que les requêtes en contentieux portant sur les arrêtés de cessibilité nécessitent une représentation et que le Syr'Usses a recouru aux services de SELARL Cabinet Sébastien Plunian, représenté par Maître PLUNIAN Sébastien, avocat au Barreau de Valence, dont le cabinet est fixé au 27 rue Paul Henri Spaak, 26 000 VALENCE, pour défendre les intérêts du Syr'Usses,  
**CONSIDÉRANT** qu'il n'y a pas eu d'objection en Bureau,

**DÉCIDE ET INFORME :**

**Article 1 :**

D'ester en justice et de désigner SELARL Cabinet Sébastien Plunian, représenté par Maître PLUNIAN Sébastien, avocat au Barreau de Valence, dont le cabinet est fixé au 27 rue Paul Henri Spaak, 26 000 VALENCE, pour représenter le Syr'Usses devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans le cadre des requêtes déposées à l'encontre des arrêtés de cessibilité délivrés par la Préfecture de Haute-Savoie du 15 novembre 2022 n° PREF/DRCL/BAFU/2022-0098 et du 22 août 2023 n° PREF/DRCL/BAFU/2023-0053,

**Article 2 :**

D'avoir recouru pour le financement de ces prestations aux fonds propres du Syndicat et aux aides du Conseil Départemental de la Haute-Savoie, et de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse dans le cas où ces opérations répondent aux critères d'éligibilité des partenaires financiers,

Et DIT que les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits aux budgets.

**Article 3 :**

La présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion au Comité Syndical et figurera au registre des délibérations.

Ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

**Fait à Bassy, le 10 novembre 2023**

**Le Président,  
Jean-Yves MÂCHARD**

